



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## DE QUOI LA CRISE POLITIQUE TURQUE EST-ELLE LE NOM ?

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION

DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

18 mai 2016

---

## DE QUOI LA CRISE POLITIQUE TURQUE EST-ELLE LE NOM ?

LE POINT DE VUE DE

**Didier BILLION** / Directeur adjoint de l'IRIS

Alors que le cours politique du gouvernement turc était parvenu à faire tomber de nombreux facteurs de blocage, à démocratiser le pays et à affirmer son rôle aux niveaux régional et international au début des années 2000, on assiste, depuis plusieurs années, à un retournement de situation qui ne manque pas d'inquiéter. Ce grand pays semble en effet connaître une sorte de fuite en avant liberticide qui le ramène en arrière et lui fait perdre de précieuses années dans son processus de démocratisation. Cette fuite en avant actuellement à l'œuvre, se manifeste par la remise en cause de l'Etat de droit, la restriction des libertés individuelles et collectives, les incessantes attaques contre la liberté de la presse et de préoccupantes situations d'affrontements militaires qui peuvent, localement, faire penser à des situations de guerre civile. Le pouvoir ne cesse de justifier les mesures qu'il prend par la nécessité de combattre le terrorisme. Ce défi est certes complexe à relever, nul ne peut le nier, mais c'est justement dans ce type de situation que les principes démocratiques doivent être préservés et que les responsables politiques doivent jouer la carte de l'unité des citoyens plutôt que celle de la polarisation systématique.

Si la dérive autoritaire de Recep Tayyip Erdoğan est, à juste titre, fréquemment évoquée, il faut aussi prendre en compte une pratique d'instrumentalisation du pouvoir qui s'inscrit dans la longue histoire de la République de Turquie. A cet égard, la politique menée par le président turc ne correspond pas véritablement à ce que d'aucuns présentent comme une islamisation de la société et la réalisation d'un hypothétique « agenda caché ». Il est d'ailleurs assez singulier d'évoquer l'islamisation des pratiques sociales d'un pays qui est majoritairement musulman depuis... le XIe siècle. Certes, par rapport à la période kémaliste, on peut considérer qu'il existe des formes de rupture au niveau des signes identitaires mobilisés par le pouvoir, certes le registre religieux et les symboles de l'islam sont plus fréquemment utilisés par le Parti de la justice et du développement (AKP) mais cela correspond visiblement aux aspirations d'une forte partie de la société. Cela pose alors bien sûr, mais ce n'est pas propre à la Turquie, la question des mouvements de réformes autoritaires imposées par le haut sans la participation active de la société mobilisée. Ainsi, on doit se demander si les réformes radicales impulsées par les kémalistes en leur temps ont véritablement été intégrées dans les différentes strates de la société ? En ce sens les partisans du kémalisme, s'ils ont par le passé considérablement influencé la société turque, sont désormais en situation d'une nécessaire refondation, s'ils veulent rester en prise avec les évolutions de leur pays et poursuivre leur œuvre réformatrice.

En réalité, la stratégie utilisée par Recep Tayyip Erdoğan rend parfaitement compte de sa compréhension singulière de la démocratie, ce qui fut particulièrement limpide au moment du mouvement de contestation de Gezi, à la fin du printemps 2013. Confronté pour la première fois à un mouvement social d'une telle ampleur depuis son accession au pouvoir, celui qui était à l'époque encore Premier ministre a alors clairement explicité sa conception du pouvoir. Non pas tant par l'usage d'une répression, qui fut pourtant disproportionnée, mais par le discours de polarisation extrême qu'il utilisa, notamment à l'occasion d'impressionnants meetings de masse organisés par l'AKP pour mettre en place des contrefeux politiques à l'encontre du mouvement de Gezi. Il expliqua alors très clairement que disposant d'une majorité parlementaire et politique – ce que personne ne contestait –, il était en situation de prendre seul les décisions qui s'imposaient et que celles-ci ne pouvaient être remises en cause. Ainsi, bénéficiant de la majorité politique semble dispenser, selon Recep Tayyip Erdoğan, de prendre en compte les revendications des mouvements de contestation et les propositions de l'opposition. Conception, on en conviendra, singulièrement restrictive de la pratique démocratique.

Ce langage de la polarisation systématique s'appuie sur un véritable conservatisme qui sourd de la société turque et sur une pratique séculaire de l'autoritarisme politique, parfaitement intégrés et instrumentalisés par le président turc. C'est aussi pourquoi ce dernier attise la confrontation permanente et en fait un mode de gouvernement.

Dans ce contexte, la question de la présidentialisation est devenue la mère de toutes les batailles. Le président turc reconnaît la souveraineté de la légitimité électorale mais, une fois élu, considère qu'il est en droit de décider seul selon ce qu'il pense juste pour le pays. D'où, à ses yeux, la nécessité d'un régime présidentiel, considérant que le travail parlementaire, voire celui de la justice, sont autant de freins pour agir avec rapidité. C'est le sens de nombreux de ses discours que de présenter cette réforme constitutionnelle au nom de l'efficacité rendue nécessaire par l'accélération du temps politique en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Au moment où un véritable cours liberticide est à l'œuvre, on comprend l'immense danger d'une telle décision si elle devait être actée. Les événements de ces derniers jours et l'élimination brutale du Premier ministre, Ahmet Davutoğlu, montrent que le président de la République, Recep Tayyip Erdoğan, brisera tout ce qu'il considère comme des obstacles et poursuivra son dessein jusqu'à son terme.

La Turquie deviendrait alors un nouvel exemple de ce que Alain Rouquié appelle les démocraties hégémoniques, au sein desquelles les « majorités s'érigent en totalité, les minorités doivent obtempérer, sous menace d'être désignées comme ennemis de la nation. [...] Malgré la dérive autoritaire, ce n'est ni la dictature ni le totalitarisme puisque l'alternance reste possible ». Le

changement de cap politique reste encore évidemment possible, la seule condition réside dans la volonté des forces de l'opposition parlementaire de se hisser au niveau de leurs responsabilités. Il en va de l'avenir de la Turquie. ■

## DE QUOI LA CRISE POLITIQUE TURQUE EST-ELLE LE NOM ?

### LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / 18 Mai 2016

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)